

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 05/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Novial

BP 39

59159 Noyelles-sur-Escout

Références : 2024-V1-259

Code AIOT : 0007001075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement Novial implanté rue de Cambrai BP 39 59159 Noyelles-sur-Escout. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Novial
- rue de Cambrai BP 39 59159 Noyelles-sur-Escout
- Code AIOT : 0007001075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVIAL est autorisée par arrêté préfectoral du 13/11/2009 à exploiter sur le territoire de la commune de Noyelles-sur-Escout un stockage de céréales et une unité de fabrication d'aliments pour le bétail. Le site était exploité auparavant par la Société Française de Nutrition Animale (SFNA).

Le site est actuellement autorisé à exploiter les installations classées soumises à autorisation suivantes :

- Rubrique n° 2160.a « Silos de stockage de céréales » (activité à reclasser sous les rubriques 2160.1 et 2160.2) ;
- Rubrique n° 3642.2 « Traitement et transformation de matières premières végétales en vue de la fabrication d'aliments pour animaux », comprenant dorénavant les activités jusqu'alors classées sous la rubrique n° 2260.1 « Installation de broyage, concassage, criblage... des substances végétales et produits organiques naturels ».

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Demande d'action corrective	3 mois
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6	Demande d'action corrective	3 mois
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2 et articles 4.3.9 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2009	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justification	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9	Sans objet
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2	Sans objet
7	MTD spécifiques au secteur de l'alimentation animale	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-15.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé :

- 1 non-conformité faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure ;
- 3 faits avec suites nécessitant des actions correctives ou la transmission de justificatifs ;
- 1 observation.

Pour l'ensemble de ces constats, l'exploitant est tenu d'apporter des éléments de réponses dans le délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant les caractéristiques suivantes : I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ; II. Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ; III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ; V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ; VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ; VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ; VIII. Communication interne et externe ; IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ; X. Établissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ; XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ; XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ; XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ; XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ; XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ; XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ; XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ; XVIII. Évaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de

l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;

XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;

XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

- un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ;
- un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ;
- un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ;
- un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a).

Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Constats :

La société NOVIAL est certifié ISO 50001 : certification initiale le 23/12/2015, renouvellement le 09/06/2022, validé jusqu'au 22/12/2024.

Par sondage, il a été constaté que :

- la politique environnementale établit porte principalement sur la thématique énergie et pas sur les autres composantes environnementales ;

- une analyse environnementale a été réalisée en novembre 2023 afin de définir des objectifs et indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences réglementaires ;

- le programme de surveillance et de mesurage, et le programme de maintenance sont intégrés directement au logiciel de GMAO **sans toutefois faire l'objet de document dûment formalisé et intégré au SME** (cf. les observations des autres points de contrôle sur l'incomplétude des programmes d'autosurveillance) ;

- le dossier de réexamen précise que des audits internes semestriels indépendants et audits externes annuels sont réalisés.

Un document de présentation des audits environnementaux est présenté. Celui-ci définit les modalités de réalisation des audits internes **sans toutefois définir de fréquence.**

Les 2 derniers audits internes ont été réalisés en février 2024 et septembre 2022. Ceux-ci portent sur la conformité réglementaire vis-à-vis de la réglementation ICPE. **La fréquence semestrielle définit dans le dossier de réexamen n'est pas respectée.**

Les rapports d'audit interne et les plans d'actions associés ont été présentés.

Les audits externes sont ceux réalisés dans le cadre de la certification ISO 50001, ils ne portent donc pas sur toutes les composantes environnementales d'un SME ;

- les documents présentés relatifs aux autres composantes environnementales que l'énergie ne sont pas intégrés dans un système de type « qualité » faisant l'objet d'un manuel de gestion du SME et de procédures écrites validées par la hiérarchie.

Fait avec suite n° 1 (action corrective – délai 3 mois) :

Au regard des constats ci-dessus, l'organisation mise en place correspond à un système de management de l'énergie. Les éléments sur la partie environnementale ne sont pas rattachés au système de management mis en place.

Aucun document ne définit le système de management environnemental dans toutes ses composantes.

Le système de management mis en place doit être adapté afin d'intégrer les diverses composantes d'un système de management de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6

Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :

I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :

- a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;

II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;

III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;
- c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

<p>V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;</p> <p>VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.</p> <p>Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; - l'inventaire mensuel des matières premières ; - les informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau ; - le schéma des réseaux d'eau du site ; - la planification des analyses d'autosurveillances des rejets aqueux et atmosphériques dans le logiciel de GMAO ; - les fichiers de suivi et les indicateurs relatifs aux énergies et aux consommations d'eau, illustrant la stratégie de surveillance en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources. <p>L'inventaire ne précise pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ; - les plans d'autosurveillance des rejets aqueux et atmosphériques (identification des points de rejets, paramètres à analyser, fréquence des analyses, valeurs limites d'émission). L'exploitant précise qu'il se reporte aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 13/11/2009. Il convient toutefois de noter que ce dernier ne prescrit pas d'autosurveillance des rejets gazeux contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 ; - à défaut de contrôle des rejets atmosphériques (le 1er contrôle annuel est à réaliser pour le 04/12/2024), les informations sur les caractéristiques des rejets gazeux ne sont pas disponibles ; - les informations sur les rejets aqueux sont à actualiser avec les résultats des analyses obtenus depuis le dossier de réexamen. <p><u>Fait avec suite n° 2 (action corrective – délai 3 mois) :</u></p> <p>En l'état, l'inventaire ne contient pas l'ensemble des informations réglementaires.</p> <p>L'exploitant doit établir, dans un document autoportant, un inventaire contenant l'ensemble des informations exigées réglementairement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 7.2 et articles 4.3.9 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2009

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes.

Substance/paramètre	NEA-MTD VLE en mg/l (II)	Fréquence de surveillance
Demande chimique en oxygène (DCO)	125	Une fois par jour
Azote global (NG)	30	
Carbone organique total (COT)	/	
Phosphore total (PT)	2	
Matières en Suspension totales (MES)	50	
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	30	Une fois par mois
Chlorures (Cl-)	/	Une fois par mois

(II) Les VLE ne s'appliquent pas aux émissions résultant de la meunerie, de la transformation du fourrage vert et de la production d'aliments secs pour animaux de compagnie et d'aliments composés pour animaux.

Article 4.3.9 (APC du 13/11/2009) : Valeurs limites d'émission des eaux industrielles

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux industrielles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)
pH	Compris entre 6.5 et 8.5
MES	35 mg/l
DCO	25 mg/l
DBO5	5 mg/l
Azote Global	2 mg/l
Phosphore Total	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Métaux totaux	5 mg/l
T°	< 30°

Article 4.3.11 (APC du 13/11/2009) : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur

considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)
pH	Compris entre 6.5 et 8.5
MES	35 mg/l
DCO	25 mg/l
DBO5	5 mg/l
Azote Global	2 mg/l
Phosphore Total	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Métaux totaux	5 mg/l
T°	< 30°

Constats :

Comme précisé par le (II) de l'article 7.2 du Titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27/02/2020, les VLE ne s'appliquent pas aux émissions résultant de la production d'aliments secs pour animaux de compagnie et d'aliments composés pour animaux.

L'arrêté préfectoral du 13/11/2009 prescrit des valeurs limites d'émission des rejets aqueux des eaux industrielles (purges de chaudières) et des eaux pluviales.

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle réalisé le 23/01/2024 par DEKRA.

Le rapport fait état des résultats suivants :

Paramètres	Valeurs limites d'émission (en mg/l)	Rejet eaux pluviales 1 DSH silo privé	Rejet eaux pluviales 2 DSH bassin	Rejet eaux industrielles
pH	Compris entre 6.5 et 8.5	6,2	8	10,2
MES	35 mg/l	93	38	79
DCO	25 mg/l	950	22	170
DBO5	5 mg/l	180	6	5
Azote Global	2 mg/l	43	18	5,4
Phosphore Total	1 mg/l	4,1	0,35	2,9
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	1,3	< 0,05	< 0,05
Métaux totaux	5 mg/l	0,58	0,15	0,34
T°	< 30°	4,5	7,3	29,8

Les dépassements sont identifiés en **gras**. Les gros dépassements (> 2 x la VLE) sont identifiés en **gras**).

Les valeurs limites d'émission du rapport de DEKRA pour les paramètres phosphore total et azote total ne sont pas correctes. Ces erreurs engendrent 4 gros dépassements qui ne sont pas identifiés dans le rapport.

Le rapport de l'APAVE de novembre 2023 présentant les résultats d'autosurveillance de l'année précédente a été présenté. Ce dernier permet de constater :

- des dépassements en DCO (80 mg/l), DBO5 (10 mg/l), azote global (5 mg/l) et phosphore total (1,3 mg/l) au niveau du point de rejet « eaux pluviales 1 DSH silo privé » ;
- l'absence d'analyse de rejet des eaux industrielles.

Concernant les eaux pluviales, l'exploitant précise que les dépassements s'expliquent par des envois de poussières lors des chargements/déchargements et une fuite sur l'installation de manutention du grain des silos privés, engendrant des dépôts de poussières organiques sur les voiries.

L'exploitant présente son plan d'actions qui consiste à :

- nettoyer les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures ;
- réparer la fuite sur l'installation de manutention du grain des silos privés ;
- fermer les quais lors des opérations de chargement/déchargement (maintien en position fermée du volet).

Une nouvelle analyse a été réalisée le 16/05/2024 au niveau du point de rejet « eaux pluviales 1 DSH silo privé », après nettoyage des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures les 6 et 15/05/2024. Le rapport a été transmis par courriel du 28/05/2024. Les résultats sont les suivants :

Paramètres	Valeurs limites d'émission (en mg/l)	Rejet eaux pluviales 1 DSH silo privé
pH	Compris entre 6.5 et 8.5	7,3
MES	35 mg/l	27
DCO	25 mg/l	100
DBO5	5 mg/l	29
Azote Global	2 mg/l	28
Phosphore Total	1 mg/l	0,68
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	0,1
T°	< 30°	16,4

L'exploitant accompagne ces résultats de l'analyse suivante :

« Il reste 2 paramètres non-conformes (DCO et DBO5). Toutefois, ces 2 paramètres sont 10 fois moins concentrés qu'au mois de janvier mais reste au-dessus des limites réglementaires.

L'exploitant pense qu'avec la réparation de la fuite de grains au niveau de l'élévateur des silos Privé,

les concentrations de ces 2 paramètres vont encore diminuer. Ces réparations vont être réalisées avant moisson. Il propose de réaliser à nouveau un prélèvement post-moisson pour vérifier que ces concentrations ont bien diminué. »

Ce nouveau rapport comporte les mêmes erreurs des valeurs limites d'émission des paramètres phosphore total et azote total, ce qui engendre 1 gros dépassement en azote global qui n'est pas identifié.

Les analyses ont porté uniquement sur le point : « rejet eaux pluviales 1 - DSH silo privé », à défaut d'analyse sur les autres points de rejets, les non-conformités de ceux-ci persistent.

Fait avec suite n° 3 (mise en demeure – délai 3 mois) :

Les 3 points de rejets d'effluents aqueux présentent des non-conformités importantes et récurrentes.

L'exploitant doit mettre en place dans le meilleur délai, un plan d'actions permettant le retour à la conformité de l'ensemble de ses rejets aqueux (eaux pluviales et eaux industrielles).

Concernant les exutoires des différents rejets, en séance l'exploitant précise que son rejet d'eaux industrielles rejoint le réseau d'assainissement public et non plus directement le milieu naturel.

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser l'exutoire final de son rejet d'eaux industrielles via le réseau d'assainissement public (station d'épuration urbaine ou milieu naturel ?).

Des incertitudes similaires concernant la situation des rejets des eaux pluviales sont constatées.

Par courriel du 28/05/2024, l'exploitant précise finalement, après étude de l'orientation des réseaux, que les eaux industrielles sont rejetées au milieu naturel.

Fait avec suite n° 4 (demande de justificatif : délai 3 mois) :

Au regard des incertitudes sur les exutoires des différents rejets d'eaux du site, l'exploitant doit préciser les modalités et les exutoires de ces différents rejets d'effluents aqueux (eaux pluviales et eaux industrielles) et transmettre les justificatifs à l'inspection.

En cas de divergence avec les dispositions de l'arrêté préfectoral du 13/11/2009, l'exploitant doit transmettre à l'inspection son autorisation de rejet des eaux dans le réseau public et la convention correspondante.

Sur la base de ces documents, l'exploitant doit solliciter la modification des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation. Un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation est à transmettre.

À défaut de réponse satisfaisante ou dans le délai imparti, le(s) rejet(s) sera(ont) considéré(s) comme illicite(s) et un arrêté préfectoral de mise en demeure de régulariser la situation administrative sera proposé au préfet.

Dans son courriel du 28/05/2024, l'exploitant précise qu'il envisage de réaliser un porter à connaissance sur les modalités d'alimentation en eau de la chaudière afin d'utiliser exclusivement l'eau du réseau public et d'abandonner l'alimentation en eau de forage. L'objectif est d'améliorer la qualité des eaux de purge avant rejet.

L'exploitant précise qu'une analyse sera réalisée postérieurement au dossier de porter à connaissance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »</p> <p>« a »- Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p> <p>« b »- utilisation de techniques courantes :</p> <p>Les techniques courantes comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La régulation et le contrôle des brûleurs ; - La cogénération ; - Les moteurs économes en énergie ; - La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ; - L'éclairage ; - La réduction au minimum de la purge de la chaudière ; - L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ; - Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ; - Les systèmes de commande de procédés ; - La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ; - La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ; - Les variateurs de vitesse ; - L'évaporation à multiples effets ; - L'utilisation de l'énergie solaire.
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'efficacité énergétique est présenté.</p> <p>Ce dernier définit et calcule la consommation d'énergie spécifique de l'activité selon une</p>

fréquence mensuelle.

Des indicateurs de performance clés sont calculés annuellement dans la revue énergétique sur le process (consommation spécifique réception, pré-mélange, broyage, mélange, granulation, stockage et expédition) et les utilités (éclairage, chauffage, climatisation, compresseur, etc.).

Sur la base des compteurs divisionnaires d'électricité, la consommation d'énergie spécifique électrique des moteurs des broyeurs, presses à granuler et des ventilateurs de sècheurs refroidisseurs sont calculés tous les mois et tous les ans.

Les registres correspondant sont présentés par sondage.

L'exploitant a déclaré mettre en œuvre les MTD suivantes :

- des moteurs économes en énergie de type IE3 ou IE4 sont installés lors des remplacements ;
- l'éclairage existant est remplacé au fur et à mesure par des éclairages LED ;
- le calorifugeage du réseau de distribution de vapeur va être remplacé prochainement (devis validé récemment) ;
- le brûleur de la chaudière a été remplacé en décembre 2023 ;
- système de commande de procédé : la température d'incorporation de vapeur est contrôlée. Une sonde de température permet d'agir sur la consigne par une boucle de régulation ;
- le préchauffage de l'eau d'alimentation en entrée de chaudière par les fumées de combustion et par le retour des condensats ;
- la réduction des fuites du circuit d'air comprimé sur la base de l'application du programme annuel de maintenance. Le dernier contrôle a été réalisé le 31/05/2023 par la société Prédictive. Le rapport correspondant et le plan d'actions correctives de l'exploitant ont été présentés. Ces documents n'ont pas fait l'objet d'une lecture exhaustive.

La visite des installations a permis de constater par sondage la mise en œuvre des techniques suivantes :

- le remplacement du brûleur de la chaudière ;
- le calorifugeage du réseau de vapeur au niveau de la chaudière ;
- l'utilisation de l'énergie solaire pour alimenter le parafoudre récemment remplacé ;
- le réchauffage de l'eau de la bache de la chaudière (température > 40°C).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique « a » et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k

- « a » : Recyclage et/ou réutilisation des flux d'eau, précédé ou non d'un traitement de l'eau pour le nettoyage, le lavage, le refroidissement ou pour le procédé lui-même.
- b : Optimisation du débit d'eau
- c : Optimisation des buses et des conduites d'eau
- d : Séparation des flux d'eau

Techniques liées aux opérations de nettoyage

<ul style="list-style-type: none"> -e : nettoyage à sec - f : : système de curage des canalisations - g : nettoyage à haute pression - h : Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP) -i : Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel - j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés - k : Nettoyage des équipements dès que possible
<p>Constats :</p> <p>Pour des raisons sanitaires, l'eau est incompatible avec le process. Les équipements sont nettoyés à sec.</p> <p>L'eau consommée est liée au fonctionnement de la chaudière pour la production de vapeur. Les condensats du réseau de production de vapeur sont retournés en totalité vers la bache alimentaire de la chaudière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : MTD Générique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune installation utilisant des fluides frigorigènes n'est exploitée dans le périmètre IED défini dans le dossier de réexamen.</p> <p>Des installations utilisant des fluides frigorigènes mais situées hors périmètre IED sont exploitées pour la climatisation, les installations électriques et informatiques au niveau des bureaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : MTD spécifiques au secteur de l'alimentation animale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-15.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions (VLE) des rejets dans l'air</p>

Prescription contrôlée :

Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes :

Paramètre	Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm ³	Fréquence de surveillance
Poussières	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	Unités nouvelles : 5	Une fois par an
			Unités existantes : 10	
		Refroidissement de granulés	20	

Constats :

Les dispositions sont applicables depuis le 04/12/2023 et l'arrêté préfectoral d'autorisation ne prescrit pas d'autosurveillance des rejets atmosphériques des installations de broyage et de refroidissement.

La première campagne d'autosurveillance des rejets gazeux est à réaliser pour le 04/12/2024.

L'exploitant a présenté un bon de commande en date du 27/03/2024 relatif à la réalisation de contrôle des rejets atmosphériques par l'APAVE.

Les installations devant faire l'objet d'un contrôle des rejets atmosphériques sont les refroidisseurs et les broyeurs.

L'exploitant a déclaré que seuls les 4 refroidisseurs sont prévus dans la campagne de contrôle des rejets atmosphériques. Il a précisé que les rejets atmosphériques des 2 broyeurs ne sont pas prévus à cause de difficultés liées aux modalités de prélèvement (longueur de droite en amont < 5 fois le diamètre du conduit).

La visite des installations a permis de constater l'absence de longueur de droite en sortie des broyeurs.

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant s'est engagé à mettre en place une surveillance annuelle des émissions canalisées de poussières sur les broyeurs et les refroidisseurs dans le respect des niveaux d'émissions associés à partir du 04/12/2023.

Le dossier de réexamen n'a pas identifié de difficulté liée à la configuration des installations, en particulier des broyeurs.

La réglementation prévoit un délai de 4 ans entre la publication des BREF-MTD et leur application réglementaire. Ce délai vise à permettre de réaliser les éventuels travaux de mise en conformité des installations.

Les travaux nécessaires à la réalisation des prélèvements des rejets atmosphériques des 2 broyeurs entrent dans ce cadre.

Observation n° 1 :

Au regard des éléments ci-dessous, les difficultés liées aux conditions de prélèvement des rejets atmosphériques des 2 broyeurs ne sont pas de nature à exonérer l'exploitant de cette surveillance annuelle.

Les rejets atmosphériques des 2 broyeurs doivent être inclus dans le programme annuel d'autosurveillance des rejets atmosphériques du site. La première campagne est à réaliser pour le 04/12/2024.

Les résultats des contrôles des rejets atmosphériques des installations sont à transmettre à l'inspection, dès leur réception, accompagnés de leur interprétation et le cas échéant du plan d'actions correspondant.

Type de suites proposées : Sans suite